cese
Conseil économique social et environnemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

Avis adopté
Séance plénière du 28 octobre 2026

Evolution *démographique* : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Le thème du rapport annuel sur l'état de la France, choisi contre l'intention de notre groupe, ne représente qu'une « inquiétude modérée pour les Français », comme l'indique le sondage IPSOS.

Ce sujet arrive bien après la question du pouvoir d'achat ou de la revalorisation des métiers, ce qui veut tout dire sur l'état actuel de la rémunération du travail. Ce sont en réalité ces questions de pouvoir d'achat et de conditions socio-économiques qui freinent les projets parentaux (56 % citent les difficultés économiques et le coût de la vie). Il s'agit de la première cause du phénomène de recul de la natalité.

Ce chiffre nous amène à nous pencher sur le niveau record de pauvreté atteint dans le pays, 16,3 % de la population en 2025, soit près de 12 millions de personnes. Ce sont bien les jeunes, les familles monoparentales et les femmes qui subissent ce déclassement : les jeunes font face à un chômage de 21,6 % pour les 15-24 ans et 13,1 % des 15-29 ans ne sont ni en emploi ni en formation. Les femmes sont fortement touchées, surreprésentées dans le temps partiel et accusant une perte de revenus d'environ 38 % dans les dix ans suivant une naissance et quoi dire des jeunes familles qui sont particulièrement pénalisées par les difficultés de conciliation, avec des mères deux fois plus souvent sans emploi que les pères parmi les couples avec jeunes enfants (28 % contre 13 %).

Ce rapport, pose également la question du lien entre la baisse de la natalité et l'environnement. Il nous rappelle la gravité de la crise écologique actuelle : sur plus de 172 000 espèces évaluées par l'UICN, près de 49 000 sont considérées comme menacées d'extinction. Ce constat alarmant nourrit logiquement une éco anxiété touchant plus de 15 millions de personnes, avec des craintes pour l'avenir de leurs enfants.

Par ailleurs, le groupe ASE tient à rappeler le rôle majeur que joue l'immigration sans laquelle la France risquerait d'entrer dans un véritable basculement démographique et récessionniste. Le rapport aborde le sujet et il est maintenant clair au vu des chiffres que l'immigration est un apport net aux finances publiques (avec une contribution positive évaluée jusqu'à +7,6 milliards d'euros) et à la croissance de la France (expliquant 7,2 points de croissance du PIB par travailleur en France de 1990 à 2024). Il aurait été intéressant, dans le contexte politique actuel, de développer ce sujet car, pour notre groupe, il est de la responsabilité de toutes et tous, mais aussi de notre institution, de lutter contre les idées racistes et xénophobes qui ressurgissent en force dans notre société.

Enfin, alors que le débat politique se focalise sur le financement de notre modèle social, que le rapport pointe les risques budgétaires du basculement démographique et qu'une convention citoyenne sur les finances publiques va s'ouvrir, le groupe regrette que le CESE n'aborde pas l'effectivité des 240 Milliards d'aides aux entreprises ou du record de dividendes versés en France au second trimestre. Pour en finir, nous citerons que le rapport pointe qu'en 2024, l'espérance de vie sans incapacité à la naissance s'établit à 64,1 ans pour les femmes et à 63,7 ans pour les hommes. En gros, pour certains et certaines, la retraite c'est quand tu es malade et que tu n'es plus productif ou productive !

C'est avec ces remarques en tête que le groupe ASE a voté malgré tout pour cet avis, pour remercier le travail effectué, même si la méthode de travail au sein de la commission ECOFI demande à être questionnée. Nous souhaitons remercier chaleureusement l'administration de la commission qui, dans un contexte difficile et en sous-effectif, a permis de tenir les délais, bravo à elles !